LA PRESSE EN REVUE…

MERCREDI 22 AVRIL 2015

SOMMAIRE

1) Aides…
2) Alarme sérieuse
3) Rien que ça !!
4) Sur la papier
5) Message clair…

Gérard Diez La Presse en Revue

I) Aides au logement : 225 euros en moyenne par ménage

Les aides personnelles au logement couvrent une partie des dépenses de logement. (Crédits : reuters.com)

En 2013, le montant moyen versé par ménage par l'État sous forme d'aides au logement était de 225 euros par mois selon une étude de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) publiée vendredi 17 avril. Un nombre en hausse de 1,9% en euros constants (après -0,4% en 2012).

Cette année-là, ce sont 17,4 milliards d'euros qui ont été versés par l'État à 6,5 millions de ménages. Le nombre de bénéficiaires de ces aides a progressé de 1,9% dans un "contexte économique dégradé" tandis que ce montant annuel est en hausse de 3% en euros constants, note l'étude.

Un ménage sur quatre en situation défavorable

Certains de ces ménages étaient fragilisés, puisque 25% de ceux ayant touché une aide au logement "ont bénéficié d'au moins une mesure d'abattement (...) en raison d'une situation défavorable : inactivité, chômage, bénéfice du RSA, ou d'un changement de situation conjuguale", souligne la Drees.

Modulées selon les ressources et la situation familiale, rappelle l'étude, les aides personnelles au logement couvrent une partie des dépenses de logement : loyer pour les locataires, mensualités d'emprunt pour les accédants à la propriété. Mais les aides versées à ces derniers, en diminution, ne représentaient plus que 5,5% de l'ensemble des aides au logement versées en 2013.

(Avec AFP)

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Police: la Cour des comptes s'alarme du bilan des années Sarkozy

Par Louise Fessard

Dans un référé rendu public ce lundi 20 avril, la Cour des comptes s'alarme auprès du ministre de l'intérieur des conséquences des cadeaux faits aux policiers et gendarmes par la droite entre 2004 et 2012.

Dans un référé du 3 février 2015, rendu public ce lundi 20 avril, la Cour des comptes s'alarme auprès du ministre de l'intérieur des conséquences des cadeaux faits aux policiers et gendarmes par ses prédécesseurs de droite entre 2004 et 2012. « Les réformes coûteuses du déroulement de carrières des policiers et des gendarmes, mises en œuvre de 2004 à 2012, ont manqué d'une vision stratégique », déplore la Cour des comptes.

La police est divisée en trois corps : gardiens de la paix et gradés, officiers et commissaires. Signé le 17 juin 2004 par le ministre de l'intérieur Dominique de Villepin (qui venait de succéder à Sarkozy) et la quasi-totalité des syndicats, un premier accord prévoyait de diminuer radicalement le nombre d'officiers et de commissaires, tout en renforçant l'encadrement intermédiaire. Entre 2004 et 2012, les commissaires sont ainsi passés de 2 030 à 1 600, les officiers de 15 000 à 9 686. Dans le corps des gardiens de la paix, la proportion de gradés (brigadier, brigadier-chef, major) a, elle, bondi, passant de 16,5 % en 2004 à 46 % en 2012. Pour aboutir à une sorte d'armée mexicaine : « En moyenne, il y aurait désormais un encadrant pour un encadré » dans le corps des gardiens de la paix, souligne la Cour des comptes.

Et un encadrant pour deux encadrés chez les sous-officiers de gendarmerie. « C'est exagéré car les brigadiers ne sont pas des encadrants, c'est plutôt une qualification liée à la qualité d'officier de police judiciaire, nuance un représentant d'Unité SGP Police FO, le deuxième syndicat de gardiens de la paix et gradés. Et la Cour des comptes n'intègre pas dans son calcul les quelque 10 000 adjoints de sécurité à encadrer. » Le coût annuel supplémentaire de ces mesures est estimé à 503 millions d'euros dans la police et 168,5 millions dans la gendarmerie.

Or cette réforme « coûteuse », qui a permis de distribuer des promotions à tire-larigot, a, selon la Cour, été effectuée sans « réflexion stratégique » et aboutit à un « engorgement » au sommet de la pyramide de chaque corps. « Il en résulte aujourd'hui que les modalités d'avancement au sein des corps de policiers et de gendarmes ne sont pas satisfaisantes », constate cette dernière. La Cour des comptes s'inquiète aussi d'un manque de contrôle des autorisations d'absence délivrées aux représentants des syndicats de police. Impossible par exemple pour la place Beauvau d'obtenir « des données complètes sur les facilités de service des représentants syndicaux de la préfecture de police de Paris ».

Selon la Cour des comptes, le coût total des moyens alloués aux organisations syndicales de la police s'élevait à 54 millions d'euros en 2012, dont la majeure partie en dépenses de personnel (à hauteur de 47,4 millions d'euros). Soit l'équivalent, estime la Cour, de quelque 1 000 emplois à temps plein. Contactée par Mediapart, la Cour des comptes indique n'avoir pas encore reçu la réponse du ministère de l'intérieur.

mediapart.fr

III) A Compiègne, la vente de drogue générait jusqu'à 70 000 € par jour

Florent Hélaine

Compiègne, lundi 20 avril 2015. Les forces de l'ordre sont intervenues dès le matin. Ils ont quadrillé le quartier du Clos des Roses. (LP/F.H.)

L'opération était préparée depuis plus d'un mois. Ce lundi matin, une soixantaine de policiers et gendarmes ont investi le quartier du Clos des Roses de Compiègne, pour démanteler un point de vente de produits stupéfiants. Quelque 300 g de résine de cannabis et 600 g d'herbe ont été saisis.

A l'extérieur de l'immeuble visé par cette descente des forces de l'ordre, le numéro 4 du square Baudelaire, 200 g d'héroïne ont aussi été trouvés. Le tout préconditionné dans une centaine de sachets.

Si la quantité, importante tout de même, ne paraît pas battre les records, le chiffre d'affaires généré par ce point de vente, actif depuis au moins un an, pouvait atteindre de façon quotidienne jusqu'à 70 000 € selon les enquêteurs. Avec 150 clients lors des « bonnes journées », « L'organisation se faisait à flux tendu, dévoile Stéphane Hardouin, le procureur de la République de Compiègne. Le réseau était livré tous les jours pour ne rien stocker sur place. »

L'intervention a permis plusieurs interpellations. Quatre personnes ont été placées en garde à vue. Un consommateur, deux fournisseurs présumés et le revendeur qui agissait caché sous un masque. Pris en flagrance à l'occasion de la première vente de la journée, vers 11 h 15, 750 € ont aussi été retrouvés par la police dans une sacoche. Les suites données à l'affaire, entre comparutions immédiates ou ouverture d'information judiciaire, n'ont pas encore été décidées.

L'opération des forces de l'ordre s'est déroulée dans un calme général. Que ce soit à l'extérieur du square, quadrillé une majeure partie de la journée, ou à l'intérieur de l'immeuble où pas moins de 17 appartements ont été perquisitionnés. « Tout a été passé au peigne fin, confirme Sébastien Chalvet, commissaire de Compiègne. Les habitations, les caves… » « Nous n'étions pas dans une simple démonstration de force, appuie Stéphane Hardouin. Les trafiquants doivent savoir qu'ils sont en insécurité. Nous n'hésiterons pas à engager d'autres poursuites judiciaires pour des réseaux semblables. Il est important de déstabiliser des points fixes de la sorte. »

« Une excellente initiative »

Philippe Marini, maire (UMP) de Compiègne

Cette descente de police, Stéphane Hardouin, le procureur de Compiègne, y songeait depuis un moment. « J'ai reçu énormément de lettres d'habitants excédés », assure le magistrat. Autant dire que l'opération est accueillie avec joie par Philippe Marini, le maire (UMP) de la cité

impériale : « C'est une excellente initiative. Une opération bien conçue et bien menée. » Le premier édile défend toutefois toute idée de « réappropriation » du quartier par la force publique, comme si le Clos des Roses était un quartier comme un autre. Ce qui n'est pas encore le cas, même si la politique de rénovation urbaine menée par la mairie et l'Etat tend à normaliser la situation grâce notamment à un désenclavement des lieux. « Tout cela est parfaitement combiné, se réjouit Michel Foubert, premier adjoint. La rénovation a été faite au Clos des Roses. 67 M€ investis sur six ans. La sécurité faisait bien évidemment partie intégrante de notre réflexion. »

leparisien.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Le Parti socialiste existe toujours... sur le papier

Eric Dupin

Jean-Christophe Cambadélis, à l'université d'été de la Rochelle, le 29 août 2014. REUTERS/Stephane Mahe

La lecture des motions pour le congrès qui se tiendra à Poitiers en juin montre combien il y a d'un côté la littérature de la rue de Solférino et de l'autre la politique menée par François Hollande et Manuel Valls.

Il existe sans nul doute des voyages intellectuels plus palpitants que la lecture des motions soumises au prochain congrès du Parti socialiste. Mais il en est peu d'aussi déconcertants.

Voilà un parti qui gouverne, pratiquement seul, le pays depuis 2012 sur une orientation de plus en plus ouvertement libérale et sécuritaire. Lutte contre les déficits, sacrifices au nom de la compétitivité, combats contre le terrorisme scandent le paysage mental de nos socialistes au pouvoir.

Or c'est un tout autre univers qui s'offrent aux lecteurs des motions du congrès qui se tiendra à Poitiers en juin 2015. Cette littérature rose nous chante, sur tous les tons, les mérites de l'«éco-socialisme», nous fait miroiter d'alléchantes avancées sociales et nous prophétise des socialistes enfin réconciliés avec les classes populaires.

Défense molle de la politique gouvernementale

De vraies différences de sensibilités s'expriment au travers des quatre motions entre lesquelles arbitreront les militants du parti. Mais, à bien y réfléchir, ce qui les réunit est plus important que ce qui les sépare collectivement de l'exécutif issu de leurs rangs.

Rappelons que François Hollande est membre du PS depuis 1979 et que Manuel Valls est socialiste depuis 1980. Même Emmanuel Macron, le héros de l'orientation (sociale-)libérale, a adhéré à ce parti dès l'âge de 24 ans –il semble néanmoins n'avoir été à jour de ses cotisations qu'une courte période (2006-2009).

D'origine trotskiste, Jean-Christophe Cambadélis n'a rejoint le PS qu'en 1986. Mais la motion qu'il présente, avec une majorité de premiers secrétaires fédéraux, se veut gardienne de la vieille maison socialiste. Signé par Martine Aubry, qui ne dissimule pas le peu de considération dans lequel elle tient la politique gouvernementale, ce texte intitulé «Le Renouveau socialiste», se contente de la défendre très mollement.

«Pas encore de résultats économiques, plus d'avantage idéologique», diagnostique sombrement la motion potentiellement majoritaire. Elle se désole de constater que la politique suivie a «perdu en lisibilité» et en appelle, sans toutefois le dire franchement, à une réorientation des choix gouvernementaux pour enfin «faire de l'égalité le fil d'Ariane de la fin du quinquennat».

La motion A plaide ainsi en faveur d'un «meilleur ciblage des aides publiques vers les PME» et

rappelle à l'exécutif l'opportunité de réaliser sans tarder «la grande réforme fiscale que nous avons voulue». Usant d'un euphémisme, le texte relève que le gouvernement garde «de sérieuses marges de progression» pour «remettre la finance à sa place».
Trop d'écart entre les proclamations et les actions

Il invite encore le pouvoir à se souvenir que «chaque fois que la gauche a gouverné, elle a laissé sa trace par de grandes avancées sociales», ce qui n'est pas encore précisément le cas cette fois-ci. La motion Cambadélis suggère, pour ce faire, de créer une «cinquième branche de la Sécurité sociale» sous forme de «véritable assurance temps-formation».

Tout cela est assez cohérent avec le rêve maintenu d'une réunification des forces de gauche. La motion A évoque une «belle alliance populaire» qui «ré-élargisse notre socle politique vers nos partenaires de gauche et de l'écologie». Il n'est pas certain que cette visée stratégique soit partagée par Hollande et Valls, plutôt tentés de jouer la carte d'une recomposition politique des modérés contre la menace lepéniste.

«Jean-Christophe Cambadélis, dans son texte, reprend trois ou quatre des idées pour lesquelles nous nous battons depuis un an», a pu observer Christian Paul, député «frondeur» qui se veut désormais plutôt «éclaireur». La motion A relève toutefois le risque, pour le PS de «perdre en force et en crédibilité par trop d'écart entre les proclamations et les actions». Ce qui la conduit à cet avertissement:

«Les orientations décidées par notre parti lors du congrès de Poitiers devront avoir prise sur le cours du quinquennat.»

Une précision qui n'allait pas de soi.

Pas vraiment de plan B

La motion B, qui réunit les différentes sensibilités de l'aile gauche du parti derrière Christian Paul, ne définit pas réellement une politique alternative à celle qui est menée aujourd'hui.

Elle n'hésite certes pas, contrairement à la motion A, à se livrer à une critique idéologique du discours gouvernemental accusé de miser sur la «peur», d'emprunter «les mots des adversaires» quand il ne se réfugie pas dans une «pétition de principe naïvement libérale».

Mais le principal texte s'opposant à la direction du parti, intitulé «A gauche pour gagner!», se garde bien de durcir les angles. Il considère que les «divisions» entre socialistes «sont surmontables». Et se conclut en appelant au «compromis», pour peu que «chacun fasse un pas vers l'autre». Bref, il ne s'agirait que de «repositionner nos choix économiques», par exemple en reconsidérant «toutes les aides directes et crédits d'impôts» ou encore en établissant «un barème progressif de la CSG».

Mais, ici aussi, on se méfie des belles paroles qui ne débouchent sur rien. Le thème éternel de l'«Europe sociale» est l'occasion de ce constat désabusé:

«Tous ces sujets dont nous parlons dans nos congrès ne font même pas l'objet d'un agenda.»

D'où cette mise en garde:

«Quand on exerce le pouvoir, ce que l'on est se mesure à ce que l'on fait.»

Les militants qui choisiront cette motion, qui milite notamment pour une «augmentation du smic», mesure «particulièrement favorable aux jeunes», risquent néanmoins d'être déçus par la suite des événements.

L'étendard de l'idéalisme

Deux motions portent enfin haut l'étendard de l'idéalisme socialiste. La motion D, intitulée «La Fabrique» et présentée par Karine Berger, occupe une position faussement centriste. Elle se propose certes «d'éviter le bloc contre bloc qui conduirait à couper le parti en deux» mais son contenu est encore plus éloigné de la politique gouvernementale que celui de la motion B.

Le courant qui veut «vendre Solférino» pour installer le siège du PS en banlieue parisienne décline pas moins de 86 propositions toutes plus ambitieuses les unes que les autres. La motion n'hésite pas à prôner, pour relancer l'Europe, un traité «Maastricht II» ou bien de proposer «la création d'un impôt mondial sur le capital, avec expérimentation européenne».

Relevons encore la suggestion de multiplier «par quatre» le budget de la politique de la ville, de créer une «class action discrimination» permettant aux victimes de «faire reconnaître collectivement» leur handicap, sans oublier

l'ouverture d'un droit à la procréation médicale assistée. Ces idées, qui rappellent un peu la «Nouvelle Gauche» d'antan, ne sont pas précisément en phase avec le raisonnement des éminences socialistes qui peuplent les ministères.

C'est encore plus vrai avec la motion C qui prend le risque de rêver toute éveillée. Conduite par Florence Augier, elle est de loin la plus bavarde avec de longs développements, agrémentés de graphiques, sur l'écologie. Sous le titre «Osons un nouveau pacte citoyen et républicain», ce texte égrène pas moins de 115 propositions dont beaucoup sont particulièrement audacieuses, comme celle d'imposer des administrateurs salariés dans les entreprises ou de hisser le minimum vieillesse à un niveau «au moins équivalent au smic pour toutes et tous».

On imagine les fous rires d'Emmanuel Macron s'il lui prenait la fantaisie de se plonger dans ces dissertations. Aucune de ces quatre motions ne saurait satisfaire un tant soit peu l'influent ministre de l'Economie pour qui la gauche traditionnelle n'est qu'une «étoile morte». La droite du parti, qui s'égosille dans les médias par la voix de Jean-Marie Le Guen, s'est bien gardée de défendre ses propres idées. Elle sait que son audience risquerait de n'être guère supérieure aux 5% de voix obtenues par Manuel Valls à la primaire socialiste de 2011.

C'est ainsi que s'instaure un partage des rôles plutôt malsain: aux uns les décisions effectives, aux autres le ministère de la parole. En dépit des efforts de Jean-Christophe Cambadélis, il n'y a plus guère de langage commun entre le «socialisme» des ministères et celui des congrès. Les deux univers n'ont plus vraiment de correspondance. Le hic, c'est que les électeurs, insensibles à la logorrhée socialiste, sanctionneront quant à eux la politique réellement suivie.

slate.fr-Eric Dupin

LAPRESSEENREVUE.EU

V) L'enjeu du congrès du P.S : envoyons un message clair et porteur d'espoir par le choix de la motion B

Par Martine Chantecaille

Vu de l'extérieur, un congrès du Parti Socialiste apparaît à beaucoup comme une histoire d'appareil, un moment où les socialistes étalent leurs divergences : un « entre soi » conflictuel sans grand intérêt pour celles et ceux qui n'y militent pas. Un congrès, c'est bien entendu un moment où se déterminent la ligne politique qui sera majoritaire et la composition des différentes instances, nationales et locales du Parti Socialiste par le vote des militants sur les textes d'orientation générale que sont les « motions ». Théoriquement, les divergences sont exposées, assumées, soumises au débat et font ensuite l'objet d'un vote. « Théoriquement » car il existe -et c'est regrettable pour la clarté des choix militants- des options idéologiques qui ne s'exposent pas comme telles, ne se « comptent pas » mais préfèrent se fondre dans le confort d'une motion masquant et refoulant provisoirement les différences d'analyses. Généralisée, cette attitude réduirait de fait les congrès à des enjeux de pouvoir et à une « tambouille interne » sans grand intérêt. Heureusement, ce n'est jamais la volonté de tous.

Sans vouloir sur-jouer l'importance de ce rendez-vous, il ne faut pas non plus en minorer le poids et occulter les enjeux externes. C'est particulièrement vrai pour le congrès de 2015 pour la bonne et simple raison que nous sommes au pouvoir et que la politique nationale mise en place depuis 2012 mérite un débat de clarification sérieux.

Si tous les socialistes sont, en effet, convaincus que sans la gauche au pouvoir, il n'y pas de progrès social à espérer, nous ne partageons pas tous le même point de vue sur les choix économiques effectués depuis 2012, choix qui, au-delà de nos rangs, déroutent une grande partie de notre électorat, conduisent des députés à ne pas voter des textes contraires à l'esprit et à la lettre des engagements de 2012 et rendent difficiles une union pourtant nécessaire avec les autres partis de gauche. Après 4 défaites, il n'est, en effet, plus possible de faire « comme si » rien ne nous avait

rien dit, comme si le cap décidé sans l'aval collectif des militants ne soulevait pas de problèmes majeurs et ne désorientait pas toutes celles et tous ceux qui ont espéré le « changement » par la gauche au pouvoir.

Cela n'étonnera nullement les lectrices et lectrices de ce blog, celles et ceux qui connaissent le sens de mon engagement au sein du Parti Socialiste : en cohérence avec l'orientation que j'ai toujours défendue au sein du P.S, je soutiens résolument la motion « à gauche pour gagner » dont Christian Paul est le 1er signataire. Crédible par la constance des analyses de celles et ceux qui l'animent, elle représente une alternative à la direction actuelle qui a accompagné le gouvernement au lieu de lui rappeler notre parole collective et de le nourrir par un travail militant exigeant et réel.

L'enjeu du congrès c'est d'être entendus par un gouvernement qui ne se dira pas qu'il peut faire ce qu'il veut, choisir le cap économique qui lui convient ou revenir sur des acquis sociaux réduits à des « tabous ». Nous le disons clairement dans la motion « A gauche pour gagner » : « A force de vouloir lever les tabous comme on guette les médailles, on finit par diviser son camp et le mettre en danger. Le congrès des socialistes doit être celui de leurs retrouvailles autour des valeurs qui ont fondé nos succès du passé et préparent les victoires de l'avenir. Voilà le premier pas d'une gauche qui gagne« . L'enjeu du congrès c'est d'envoyer collectivement ce message clair et porteur d'espoir pour la gauche et donc pour le progrès social. C'est tout le sens de la motion B. Je vous invite à la lire (et à la signer pour mes camarades) ici http://www.vivelagauche.fr/ et à écouter sa présentation par Christian Paul lors du Conseil National du Parti Socialiste du 11 avril dernier.

http://www.dailymotion.com/video/x2mdl4c_conseil-national-du-11-avril-intervention-de-christian-paul-motion-b_news

[dailymotion Conseil national du 11 avril – Intervention de… par PartiSocialiste nolink]

martinechantecaille.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...

La Presse en Revue